

Unité départementale de la Moselle
5 rue Charles Le Payen
CS 50551
POLYGONE - bâtiment GH
57036 Metz

Metz, le 07/04/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 03/03/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

HAGANIS

Rue du Trou aux Serpents
Nouveau Port
57000 Metz

Références : METZ_HAGANIS-CVD_2026-04-02_RAPVI-Action-EP_MH_02775
Code AIOT : 0006204993

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 03/03/2026 dans l'établissement HAGANIS implanté 15 avenue de Blida 57000 Metz. L'inspection a été annoncée le 12/02/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection du 3 mars 2026 s'inscrit dans le cadre d'une action régionale de contrôle sur la gestion des eaux pluviales, ciblée notamment sur les établissements comprenant des installations de tri et de transit de déchets.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- HAGANIS
- 15 avenue de Blida 57000 Metz
- Code AIOT : 0006204993
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La régie HAGANIS exploite un centre de valorisation des déchets ménagers et assimilés (CVD) sur la commune de Metz. Le CVD, mis en service en 2001 et soumis à autorisation au titre des ICPE (arrêté préfectoral n° 2000-AG/2-116 du 20 avril 2000 modifié), est constitué :

- d'une unité de tri des matériaux (UTM) de 5 800 m² ayant une capacité de tri des déchets issus des collectes sélectives et des déchets banals d'entreprise autorisée de 54 000 t/an ;
- d'une unité de valorisation énergétique (UVE) liée à l'incinération des déchets ménagers, à hauteur de 120 000 t/an ;
- d'une unité de valorisation des mâchefers (UVM) liée à la valorisation des mâchefers bruts issus de l'incinération, à hauteur de 15 000 t/an (quantité maximale stockée).

L'installation est également réglementée par les arrêtés ministériels suivants :

- du 12 janvier 2021 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables aux installations d'incinération et de co-incinération de déchets relevant du régime de l'autorisation au titre de la rubrique 3520 et à certaines installations de traitement de déchets relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques 3510, 3531 ou 3532 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- du 20 septembre 2002 relatif aux installations d'incinération et de co-incinération de déchets non dangereux et aux installations incinérant des déchets d'activités de soins à risques infectieux ;
- du 6 juin 2018 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets relevant du régime de l'enregistrement.

Thèmes de l'inspection :

- Eau de surface

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;

- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
5	Tuyauteries	Arrêté Préfectoral du 20/04/2000, article V.3.3	Demande d'action corrective	3 mois
7	Mesures périodiques	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 20	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Eaux de carreaux	Arrêté Préfectoral du 20/04/2000, article V.6	Sans objet
2	Eaux pluviales de toiture autres que le	Arrêté Préfectoral du 20/04/2000, article V.7	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	parc à mâchefers		
3	Eaux de procédé et eaux de toiture du parc à mâchefers	Arrêté Préfectoral du 20/04/2000, article V.8	Sans objet
4	Surveillance des rejets	Arrêté Préfectoral du 20/04/2000, article V.9	Sans objet
6	Entretien des ouvrages	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 16	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection des installations classées (l'inspection) a constaté des non-conformités relatives à l'absence ou insuffisance :

- de contrôle du bon état des canalisations véhiculant des liquides susceptibles de polluer l'eau ou le sol ;
- de contrôle de mesure des concentrations des polluants des eaux pluviales réalisé par un organisme agréé par le ministre chargé de l'environnement.

Il est demandé à l'exploitant de transmettre à l'inspection les résultats commentés de ces contrôles, sous trois mois.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Eaux de carreaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/04/2000, article V.6
Thème(s) : Risques chroniques, Traitement
Prescription contrôlée : Les eaux de carreaux seront collectées de manière spécifique puis seront traitées par un séparateur - débourbeur capable de traiter 700 l/s ; ces eaux rejoindront ensuite le bassin d'orage visé au paragraphe V.7
Constats : En amont du contrôle, l'exploitant a communiqué à l'inspection par courriel du 20 février 2026 un plan des réseaux du centre de valorisation des déchets (référence CVD-ENR-028-V2). Lors de la visite, l'inspection a constaté que les eaux de carreaux sont collectées de manière spécifique et transitent successivement vers un séparateur-déboureur puis vers un bassin d'orage. L'inspection constate la cohérence des dispositifs représentés sur le plan des réseaux et présents sur le terrain. L'inspection ne relève pas de non-conformité pour la prescription contrôlée.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Eaux pluviales de toiture autres que le parc à mâchefers

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/04/2000, article V.7

Thème(s) : Risques chroniques, Gestion des eaux pluviales

Prescription contrôlée :

Les eaux pluviales provenant des toitures autres que celles du parc à mâchefer seront collectées de manière spécifique, elles transiteront par un bassin d'orage où seront regroupées les eaux visées au paragraphe V.6.

Ce bassin d'orage aura un volume de rétention de 620 m³ ; hors événement pluvieux, le volume libre de ce bassin devra être au minimum de 420 m³ afin de pouvoir accepter la pluviométrie liée à un orage décennal. Dans la mesure des besoins du site, les eaux collectées dans ce bassin seront recyclées comme eaux de procédé. Les eaux non recyclées dans le procédé seront rejetées dans le réseau séparatif de la commune [...]. Via ce réseau, elles rejoindront ensuite la MOSELLE.

La qualité des eaux ainsi rejetées respectera les seuils maximaux suivants :

- MEST : 35 mg/l norme NF EN 872 ;
- hydrocarbures totaux : 10 mg/l norme NFT 90114

Constats :

En amont du contrôle, l'exploitant a communiqué à l'inspection par courriel du 20 février 2026 un plan des réseaux du centre de valorisation des déchets (référence CVD-ENR-028-V2).

Lors de la visite :

- l'inspection a constaté que les eaux pluviales provenant des toitures autres que celles du parc à mâchefer sont collectées de manière spécifique et transitent vers un bassin d'orage puis vers le réseau séparatif de la commune. L'inspection constate la cohérence des dispositifs représentés sur le plan des réseaux et présents sur le terrain ;
- l'exploitant a indiqué que les eaux collectées dans ce bassin d'orage ne sont pas recyclées comme eaux de procédé car le volume d'eau récupéré en provenance du parc à mâchefers en cours d'année est suffisant à lui seul afin d'alimenter le procédé ;
- l'exploitant a présenté son rapport de contrôle du second semestre 2025 concernant la surveillance des rejets liquides (référence 0626) et présente les résultats suivants sur les paramètres mesurés en décembre 2025 : MEST = 6,9 mg/l et hydrocarbures totaux <0,5 mg/l. L'inspection constate que ces résultats sont correctement retranscrits dans l'outil GIDAF.

L'inspection ne relève pas de non-conformité pour la prescription contrôlée.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Eaux de procédé et eaux de toiture du parc à mâchefers

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/04/2000, article V.8

Thème(s) : Risques chroniques, Collecte des eaux pluviales

Prescription contrôlée :

<p>Les eaux de procédé et les eaux pluviales de toiture du parc de mâchefer (de surface 5300 m²) seront collectées par des réseaux distincts vers un bassin de décantation puis rejoindront un bassin de rétention d'un volume minimal de 567 m³.</p> <p>Hors des événements pluvieux, ce bassin disposera au minimum d'un espace libre de 80 m³ afin de pouvoir absorber la pluviométrie d'un orage décennal sur le parc mâchefers.</p> <p>Ces eaux seront intégralement recyclées dans le processus d'exploitation et ne feront pas l'objet de rejet au milieu.</p>
<p>Constats :</p> <p>En amont du contrôle, l'exploitant a communiqué à l'inspection par courriel du 20 février 2026 un plan des réseaux du centre de valorisation des déchets (référence CVD-ENR-028-V2). L'inspection constate que les eaux de procédé et les eaux pluviales de toiture du parc de mâchefer sont collectées par des réseaux distincts qui transitent successivement vers plusieurs dispositifs de traitement dont deux bassins de rétention (l'un dénommé "bassin eau claire" d'un volume de 530 m³ et l'autre dénommé "bassin eaux industrielles" de 116 m³, soit un volume total de 646 m³). Lors de la visite, l'inspection a constaté la présence de l'ensemble des dispositifs de traitement mentionnés sur le plan. L'exploitant a indiqué que l'ensemble de ces eaux est intégralement recyclé en circuit fermé dans le processus d'exploitation afin de refroidir les mâchefers en sortie de fours.</p> <p>L'inspection ne relève pas de non-conformité pour la prescription contrôlée.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 4 : Surveillance des rejets

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/04/2000, article V.9</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Conformité des VLE</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Semestriellement, l'exploitant fera procéder à un prélèvement et à une analyse des rejets définis au paragraphe V.7 par une société extérieure choisie en accord avec l'inspecteur des installations Classées. Les paramètres analysés seront les MES (norme NF EN872), les hydrocarbures totaux (norme NFT 90114) et la DCO (norme NFT 90101).</p> <p>Les résultats de ces analyses seront transmis à l'inspecteur des Installations Classées dans les quinze jours suivant réception par l'exploitant.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite, l'exploitant a présenté son rapport de contrôle du second semestre 2025 concernant la surveillance des rejets liquides (référence 0626) et présente les résultats suivants sur les paramètres mesurés en décembre 2025 : MEST = 6,9 mg/l (VLE max 35 mg/l), hydrocarbures totaux <0,5 mg/l (VLE max 10 mg/l) et DCO <15 mg/l (VLE max 125 mg/l).</p> <p>L'inspection constate que ces résultats sont correctement retranscrits dans l'outil GIDAF.</p>

L'inspection ne relève pas de non-conformité pour la prescription contrôlée.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Tuyauteries

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/04/2000, article V.3.3
Thème(s) : Risques chroniques, Entretien
Prescription contrôlée : Les tuyauteries véhiculant des liquides susceptibles de polluer l'eau ou le sol, ou inflammables, doivent être soit aériennes, soit placées dans un caniveau permettant la détection d'une fuite [...]. Le bon état des canalisations et des joints sera vérifié fréquemment. [...]
Constats : Lors de la visite, l'exploitant n'a pas été en mesure de justifier la réalisation d'un entretien des canalisations concernant les eaux de process et pluviales du parc de mâchefer, ce qui constitue une non-conformité. Suite à la visite, l'exploitant a indiqué, par courriel du 13 mars 2026 : <ul style="list-style-type: none"> • que le personnel d'exploitation effectue des contrôles réguliers lors des rondes effectuées dans l'usine afin d'identifier d'éventuels dysfonctionnements sur les réseaux ; • que les avaloirs du réseau d'eau pluviale sont nettoyés une fois par an au moyen de camions hydrocureurs par les équipes spécialisées d'HAGANIS Assainissement ; • s'engager à réaliser un contrôle des canalisations du réseau d'eau industrielle qui permet la collecte notamment des eaux de carreaux et pluviales du parc de mâchefers à l'aide de caméra dès l'année 2026, avec une périodicité de contrôle de cinq années.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Compte tenu de l'engagement de l'exploitant, l'inspection ne propose pas de mise en demeure à ce stade mais demande à l'exploitant de justifier la réalisation du contrôle des canalisations susvisé.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 6 : Entretien des ouvrages

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 16
Thème(s) : Risques chroniques, Justificatifs d'entretien
Prescription contrôlée : Le dispositif de traitement des effluents susceptibles d'être pollués est entretenu par l'exploitant conformément à un protocole d'entretien. Les fiches de suivi du nettoyage des équipements ainsi que les bordereaux de traitement des déchets détruits ou retraités sont mis à la disposition de l'inspection des installations classées.

<p>Constats :</p> <p>Vu lors de la visite :</p> <ul style="list-style-type: none"> le plan de maintenance des équipements de traitement des eaux identifiant les équipements, le service en charge, la périodicité et la nature des maintenances ; par sondage : la fiche d'intervention de maintenance annuelle du bassin d'orage (référence CUR-25-0084 du 7 mars 2025) ; par sondage : le compte rendu de l'opération de vidange annuelle du séparateur d'hydrocarbures (référence N°125139 du 17 février 2025) ainsi que le bordereau de suivi de déchets associé (référence BSD-20260216-7ZZJ11CYG). <p>L'inspection ne relève pas de non-conformité pour la prescription contrôlée.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 7 : Mesures périodiques

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 20</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Mesure des concentrations des polluants</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Une mesure des concentrations des différents polluants visés aux articles 17 et 18 est effectuée au moins tous les ans par un organisme agréé par le ministre chargé de l'environnement. Les polluants qui ne sont pas susceptibles d'être émis par l'installation ne font pas l'objet des mesures périodiques prévues au présent article.</p> <p><u>Article connexe</u></p> <p>Article 18 de l'arrêté ministériel du 06 juin 2018 : raccordement à station d'épuration.</p> <p>Le raccordement à une station d'épuration collective, urbaine ou industrielle, n'est autorisé que si l'infrastructure collective d'assainissement (réseau et station d'épuration) est apte à acheminer et traiter l'effluent industriel ainsi que les boues résultant de ce traitement dans de bonnes conditions. Une autorisation de déversement ainsi que, le cas échéant, une convention de déversement, sont établies avec la ou les autorités compétentes en charge du réseau d'assainissement et du réseau de collecte.</p> <p>Les valeurs limites de concentration imposées à l'effluent à la sortie de l'installation avant raccordement à une station d'épuration urbaine ne dépassent pas :</p> <p>- MEST : 600 mg/l ; - DCO : 2 000 mg/l.</p> <p>Toutefois, les valeurs limites de rejet peuvent être supérieures aux valeurs ci-dessus si les autorisations et éventuelles conventions de déversement l'autorisent et dans la mesure où il a été démontré que le bon fonctionnement des réseaux, des équipements d'épuration, ainsi que du système de traitement des boues n'est pas altéré par ces dépassements.</p> <p>Cette disposition s'applique également pour une installation raccordée à une station d'épuration industrielle (rubrique n° 2750) ou mixte (rubrique n° 2752) dans le cas de rejets de micropolluants. Pour une installation raccordée à une station d'épuration urbaine et pour les polluants autres que ceux réglementés ci-dessus, les valeurs limites sont les mêmes que pour un rejet dans le milieu naturel.</p> <p>Pour la température, le débit et le pH, l'autorisation de déversement dans le réseau public fixe la valeur à respecter.</p>

<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite, l'exploitant n'a pas été en mesure de présenter son dernier rapport de mesure des concentrations devant être effectué par un organisme agréé ni l'autorisation de déversement dans le réseau collectif, ce qui constitue une non-conformité.</p> <p>Suite à la visite, l'exploitant a communiqué, par courriel du 13 mars 2026 :</p> <ul style="list-style-type: none"> • l'autorisation de déversement dans le système de collecte et de traitement d'HAGANIS, régie de Metz Métropole signée le 10 mars 2026 ; • la passation d'une commande de contrôle (référence 2026900722 signée le 12 mars 2026) auprès d'un organisme agréé.
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Compte tenu de l'action de l'exploitant, l'inspection ne propose pas de mise en demeure à ce stade mais demande à l'exploitant de justifier la réalisation du contrôle de mesure des concentrations des polluants susvisé.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>